

Estimés à 10 000 euros, selon le ministre Chitour

Acquisition dans un proche avenir de véhicules électriques

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5254 - Mardi 22 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 9 décès et 456 nouveaux cas

Page 2

Le dossier de la mémoire est en stand-by

Abdelmadjid Chikhi évoque «une mauvaise foi» du côté français

Page 2

La métamorphose

Par Mohamed Habili

L'éventualité que le Sars-Cov 2, le virus responsable de la maladie Covid-19, en vienne à accumuler suffisamment de mutations au cours de son parcours pour revêtir une nouvelle forme, soit en bien soit en mal pour ses victimes, est sérieusement envisagée dès son apparition en Chine vers la fin de l'année dernière. Et pour cause, il est dans la nature d'un virus de varier sans cesse, toutefois rarement au point de devenir méconnaissable. Jusqu'à rendre par exemple tout à fait inopérant un traitement ayant fait preuve d'efficacité contre ses effets chez l'homme. Le scénario du pire s'agissant de celui qui est en circulation est qu'il attende pour muer en profondeur, pour se métamorphoser, la mise au point des vaccins, qui du même coup seraient à abandonner ou à refaire partiellement ou totalement. Déjà en juillet dernier, ce qu'on a appelé la deuxième vague a été liée à une nouvelle variante du virus, apparue chez le vison qui l'aurait ensuite transmise à l'homme. C'est ainsi qu'en novembre, le Danemark, le plus important éleveur de visons, a abattu tous ceux en sa possession, de peur justement que la nouvelle souche se répande à travers le monde, rendant par là même inutiles les vaccins alors dans leur phase finale d'élaboration. D'autres pays ne tarderont pas à suivre son exemple, abattant leurs propres élevages.

Suite en page 3

Sur instruction du président de la République

L'Algérie entamera la vaccination anti-Covid en janvier

● Acquisition du vaccin anti-Covid-19 : une short liste de laboratoires arrêtée



Ph.D. R.

C'est officiel : l'Algérie va entamer l'opération de vaccination contre le Covid-19 en janvier. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a demandé au Premier ministre de réunir le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus pour choisir le vaccin adéquat. [Page 2](#)

Pluviométrie dans l'ouest du pays

Le taux de remplissage des barrages demeure très bas

Page 4

Internet fixe et mobile

Près de 42 millions d'abonnés en Algérie

Page 3

Sur instruction du président de la République

L'Algérie entamera la vaccination anti-Covid en janvier

■ C'est officiel : l'Algérie va entamer l'opération de vaccination contre le Covid-19 en janvier. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a demandé au Premier ministre de réunir le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus pour choisir le vaccin adéquat.

Par Louisa Ait Ramdane

Sur son compte Twitter, le Président Tebboune a dit avoir donné des instructions au Premier ministre pour réunir le Comité scientifique en charge du suivi de l'épidémie pour choisir le vaccin approprié afin d'entamer la campagne de vaccination à partir de janvier prochain. L'annonce du Président Tebboune constitue une avancée importante. La vaccination en Algérie sera gratuite et devrait concerner, dans un premier temps, les personnes vulnérables, le personnel médical, les corps constitués.

Le Comité scientifique de suivi de la pandémie dispose ainsi, pour choisir le vaccin adéquat anti Covid-19, d'une poignée de jours pour trancher sur le choix du vaccin le plus approprié. Ceci, sachant que les autorités du pays ont exprimé, à maintes occasions, leur souci de prioriser, dans leur sélection définitive du produit, la sécurité et la santé de la population. Partant de cette considération, le ministre de la Santé, P' Abderrahmane Benbouzid, a eu à souligner, plus d'une fois, la démarche «prudentielle» adoptée par l'Algérie, depuis que les annonces de mise sur le marché de produits destinés à combattre le Covid-19 se sont multipliées. Il y a une semaine, il soutenait encore la décision du pays d'attendre que le produit soit «requalifié» et ce, à la lumière des expériences des pays déjà engagés dans la vaccination, rappelant la réduction de la phase 3 des expérimentations opérée par les laboratoires en raison de l'«urgence» sanitaire mondiale. Il avait fait état d'un travail de classement entrepris par ledit Comité, s'agissant des para-

mètres à considérer, aussi bien de qualité, de prix, etc., sur l'éventail de vaccins les plus en avance, soulignant l'existence de quelque 321 initiatives de recherches de vaccins dans le monde. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé récemment que l'Algérie «acquerra le vaccin anti-coronavirus présentant des garanties certaines, d'où l'impératif d'éviter toute précipitation ou décision aléatoire». «Depuis le début de la pandémie, vous avez remarqué qu'on travaille d'une manière méthodique avec une approche rationnelle et scientifique. On doit faire confiance aux médecins et au Comité scientifique chargé du suivi de la pandémie», a-t-il déclaré en marge d'une conférence, à Alger, sur les manifestations du 11 décembre 1960. Et d'ajouter : «Nous prendrons la décision qu'il faut pour choisir le vaccin ayant le plus de garanties.

Il ne faut pas qu'on se précipite ou qu'on fasse le choix d'un vaccin d'une manière aléatoire. Pour prendre la décision, nous devons avoir des garanties à 100 % pour choisir le bon vaccin par respect à nos concitoyens».

«Il est temps de commencer la vaccination»

«... Je me félicite que le président de la République ait décidé d'amorcer le virage de la prévention en se procurant le vaccin le plus tôt possible. Il est temps de commencer la vaccination comme le fait le monde entier !», a déclaré, à l'APS, le D' Mohamed Berkani Bekkat, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus. Tout en considérant que la phase de vaccination est «incontournable», l'intervenant a mis en avant l'impact de la pandémie



Ph/D. R.

sur «le ralentissement de la vie économique» ainsi que sur le plan psychologique, les Algériens vivant depuis une année avec un «mal au-dessus de leurs têtes».

S'agissant de la démarche «prudentielle» adoptée jusque-là par l'Algérie face aux vaccins proposés par les différents labo-

roatoires étrangers, le spécialiste a dit appréhender des «difficultés organisationnelles» qui pourraient apparaître lors de la campagne de vaccination : «Celle-ci prendra probablement des mois et même pour les pays les plus avancés, cela fait trois mois qu'ils essayent de mettre en place leur stratégie de vaccination», a expli-

qué le président de l'Ordre national des médecins algériens, avant de rappeler la priorisation, de par le monde, des catégories de la population devant bénéficier du vaccin, à savoir les personnes les plus vulnérables, le personnel médical, les corps constitués, etc.

L. A. R.

Acquisition du vaccin anti-Covid-19 : une short liste de laboratoires arrêtée

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, hier, instruction "d'engager toutes les mesures et mobiliser les ressources nécessaires" pour assurer la disponibilité du vaccin contre le nouveau Coronavirus et le lancement de l'opération de vaccination "dès le mois de janvier 2021", conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus "a d'ores et déjà arrêté une short liste des laboratoires développeurs de vaccins et les contrats sont en cours de finalisation pour les premières livraisons", a précisé la même source.

Lors d'une réunion présidée par le Premier ministre et consacrée à l'examen des voies et moyens permettant l'acquisition du vaccin contre le Coronavirus, il a été, également, décidé "la consolidation du dispositif national de vaccination avec son déploiement à travers les structures sanitaires de proximité devant couvrir l'ensemble du territoire national". Le président Tebboune avait donné dimanche des instructions au Premier ministre à l'effet de présider "sans délai" une réunion avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau coronavirus pour choisir le vaccin adéquat et de lancer la campagne de vaccination à partir de janvier prochain.

R. N.

Le dossier de la mémoire est en stand-by

Abdelmadjid Chikhi évoque «une mauvaise foi» du côté français

Abdelmadjid Chikhi, conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des archives et de la mémoire nationale, a indiqué que le dossier de la mémoire et de la récupération des archives nationales «est en stand-by en raison de la mauvaise foi du côté français». S'exprimant, hier, au Forum de la Radio nationale, il a indiqué que «six mois depuis sa désignation par le président de la République en tant que représentant de l'Algérie pour mener le travail en cours avec l'Etat français sur les dossiers inhérents à la mémoire et la récupération des archives, il ne s'est contacté avec l'historien français Benjamin Stora qu'à deux reprises, par téléphone». Il a expliqué que ce dernier a présen-

té des excuses selon lesquelles il était en train de préparer un rapport à la demande du Président français Emmanuel Macron, et qu'il ne pouvait parler de ce dossier avant la remise du rapport français sur le dossier de la mémoire au Palais de l'Élysée. Abdelmadjid Chikhi a expliqué que «l'on ne peut tourner la page du passé puisque le dossier de la mémoire est une partie intégrante de l'histoire de l'Algérie et le dialogue demeure la solution idoine pour calmer les esprits, surtout si les canaux adéquats sont utilisés pour réussir les négociations». Selon le conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des archives et de la mémoire nationale, «il n'y a pas de consensus parmi l'opinion

publique française concernant le passé colonial de la France», ajoutant que «des lobbys et des associations françaises influentes entravent les négociations sous alibi, selon eux, que nous "avons accaparé" leurs terres et leurs biens». Au sujet des archives, l'invité du Forum de la radio a expliqué que ce volet ne relève pas du dossier de la mémoire. Deux personnes ont été désignées, à ce jour, par la partie algérienne et la partie française, pour étudier ce dossier et préparer les conditions et le terrain à son traitement, a-t-il affirmé, précisant que ce sujet est encore plus difficile en raison des embûches semées par les autorités françaises. Sur un autre plan, Chikhi a souligné que l'Algérie

n'a récupéré qu'un nombre infime de crânes de chouchada et de héros de la résistance comparativement au nombre d'ossements que détient encore la France. Samedi dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son homologue français Emmanuel Macron, qui

a pris des nouvelles de son état de santé et l'a informé, par la même occasion, que le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à l'historien Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier prochain, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Aomar Fekrache

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 9 décès et 456 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus qu'hier (7), portant à 2 675 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fouricr.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 456 cas, soit 34 cas de plus par rapport au bilan d'hier (422), pour atteindre, au total, 95 659 cas confirmés.

R. N.

Estimés à 10 000 euros, selon le ministre Chitour

Acquisition dans un proche avenir de véhicules électriques

■ Afin de débarrasser progressivement le pays de la dépendance aux hydrocarbures, qui constituent plus de 95 % des revenus extérieurs, et en application des instructions du président de la République, «des véhicules électriques dont le coût peut être estimé à 10 000 euros seulement, devraient être acquis dans un avenir proche», a annoncé, hier, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables.

Par Thinhinene Khouchi

S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, a indiqué qu'«afin d'intégrer la locomotion électrique en Algérie, plusieurs actions ont été menées par plusieurs institutions du pays». Ainsi, plusieurs bornes électriques ont été importées et bientôt installées, a affirmé le ministre, avant d'annoncer l'acquisition de véhicules électriques dans un avenir proche, sans pour autant donner le nombre ni la date de leur importation. Le ministre s'est contenté d'avancer le prix de ces véhicules, indiquant que «le coût peut être estimé à 10 000 euros seulement». L'importation des véhicules électriques sera donc la concrétisation de la transition énergétique exigée par le président de la République et permettra de débarrasser progressivement le pays de la dépendance aux hydrocarbures, qui constituent plus de 95 % des revenus extérieurs. En effet, lors d'une réunion périodique du Conseil des ministres par visioconférence qui a eu lieu le 26 juillet 2020 dernier, le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, s'était penché sur plusieurs sujets, notamment l'impact de la pandémie de coronavirus (Covid-19) sur l'économie nationale et le secteur de l'industrie. Le chef de l'Etat avait instruit alors le ministre des Finances sur le chapitre des activités industrielles, à l'effet de prendre les mesures fiscales et douanières destinées à l'encouragement de l'importation des véhicules électriques. Par ailleurs, Tebboune avait ordonné l'adoption des décrets concer-

nant les cahiers des charges relatifs au montage de produits électroménagers, au montage de véhicules, à l'importation de véhicules neufs et à l'acquisition de chaînes et d'équipements rénovés. A noter que le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, avait auparavant exigé la concrétisation de la transition énergétique et appelé à promouvoir la voiture électrique en Algérie et encouragé son importation. En outre, lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale, Chems-Eddine Chitour a indiqué que «pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, des bus convertis en GPLC vont être mis en circulation au niveau de la capitale dans un proche avenir, permettant ainsi une économie de 30 % de la consommation de diesel». Il a fait savoir, à ce propos, que cette initiative s'inscrit dans la perspective de réduire la consommation de gasoil de 30 à 40 % par véhicule. Par ailleurs, il a expliqué que le projet a eu l'aval provisoire du ministère des Mines pour étudier la faisabilité de ce nouveau type de bus, précisant que les essais seront menés pendant deux mois, en attendant de mettre en place les textes législatifs devant encadrer cette première expérience en Algérie. Comme il a rapporté que ce sont les bus de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) qui ont été choisis comme prototype roulant au GPLC. «Cette initiative a été possible grâce à la collaboration de Naftal et de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue)», a-t-il indiqué. Il fera savoir, en outre, que «cette expérience doit permettre également de réduire l'importation de diesel, sachant qu'une tonne de diesel



PH: D. R.

représente l'équivalent de 800 dollars». De plus, lors de son intervention sur la chaîne 3, Chitour a indiqué que l'Etat a pour but de réaliser 1 000 mégawatts d'installations solaires au cours de l'année 2021, ce qui correspond à une économie de 1,5 milliards m³ de gaz. Selon lui, l'Algérie financera ces centrales solaires avec le gaz naturel non consommé. Il a également souligné l'intérêt de nouer des partenariats avec des acteurs majeurs du solaire dans le monde, citant des pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis et la Chine. «Un partenariat stratégique permet d'aller plus vite. Nous devons mettre en place un minimum de 1 000 mégawatts par an d'ici à 2035 pour réussir le plan des 15 000 MW», a-t-il estimé, ajoutant que dans ce cadre des appels d'offre seront lancés «dans la transparence la plus totale». L'intervenant a rappelé que la nécessité de parvenir à cet objectif est notamment appelée par la forte consommation natio-

nale de gaz. Le pays possède 2 500 milliards m³ de gaz de réserves, alors que la consommation nationale est de 200 milliards m³ gaz/an, a-t-il égayé. Cela fait dire aux experts qu'en 2028 «la consommation est telle qu'il faudra choisir entre consommer ou exporter». De plus, le ministre a plaidé pour «freiner l'investissement dans le gaz naturel destiné aux centrales thermiques». Par ailleurs, Chitour a évoqué l'une des principales missions de son département ministériel consistant à réaliser des économies d'énergie au niveau de l'ensemble des secteurs de consommation ciblant le résidentiel, l'habitat et le transport. Il a également cité l'objectif de rendre les mosquées plus rationnelles en termes de consommation d'énergie, précisant qu'une commission travaille à réhabiliter les mosquées du pays et à réaliser une mosquée verte au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger Ouest).

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

La métamorphose

Suite de la page une

Cet épisode dit assez combien la communauté internationale était sur le qui-vive, épiait toute évolution chez le virus lui permettant de se jouer de l'arme conçue pour endiguer son expansion dans l'espèce humaine. Il a fallu que ce soit le pays qui le premier s'était lancé dans la vaccination, la Grande-Bretagne, pour faire état d'une mutation conséquente du virus détectée sur son propre territoire, puisqu'elle le rendait sinon plus délétère du moins plus contagieux. Bien que les autorités britanniques aient tenu à préciser qu'à leur connaissance la nouvelle souche ne mettait pas en cause le vaccin employé chez elles, l'alerte a été suffisamment chaude pour que bien des pays conçoivent néanmoins le pire. Les pays européens ont été les premiers à suspendre toute circulation au départ et vers la Grande-Bretagne. Il faut dire que les plus affectés d'entre eux avaient déjà renoué avec un confinement des plus stricts en vue de se prémunir contre une propagation accrue de l'épidémie par suite des fêtes de fin d'année. Et puis voilà qu'on leur dit qu'une mutation s'est produite qui rend le virus plus contagieux. La possibilité qu'il soit aussi plus mortel n'a évidemment pas manqué d'être envisagée dans le même élan de panique. Plus contagieux, plus mortel, et si ce n'était pas tout ? S'il y avait autre chose, plus grave encore. Si cette nouvelle souche était justement la parade du virus contre la batterie de vaccins qu'on s'approprierait à aligner contre lui pour le repousser dans son habitat naturel, dans les jungles d'où il n'aurait jamais dû sortir ? Auquel cas ce ne serait plus tout à fait par hasard si c'est dans le pays ayant le premier ouvert les hostilités qu'il se soit métamorphosé pour échapper à la pluie de flèches empoisonnées qu'on s'approprierait à lui décocher de tous côtés. Ces idées affolantes sont pour l'heure dans tous les esprits. Elles le resteront aussi longtemps qu'il n'est pas établi de façon certaine que la métamorphose survienne dans le génome du virus n'est pas de nature à lui sauver la peau.

M. H.

Internet fixe et mobile

Près de 42 millions d'abonnés en Algérie

Près de 42 millions d'abonnés à l'internet fixe (ADSL, fibre FTTH et 4G LTE/Wimax) et au mobile (3G et 4G) ont été enregistrés durant le 3^e trimestre de 2020, selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (Arpce) sur l'évolution du marché de l'Internet fixe et mobile en Algérie. Le nombre d'abonnés à l'internet fixe a ainsi dépassé les 3,7 millions et celui mobile les 38 millions durant le 3^e trimestre de 2020, détaille le rapport.

Concernant l'internet fixe, il est relevé un total de 3 730 931 abonnés au 3^e trimestre de 2020,

alors qu'il était de 3 503 474 à la même période de 2019, soit une évolution de 6,49 % en l'espace d'une année.

Sur les 3 730 931 abonnés à l'internet fixe, 2 454 574 sont abonnés à l'internet haut débit (ADSL), 59 750 à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), 1 216 164 à la 4G LTE fixe et 443 à la technologie Wimax.

Quant au taux de pénétration de l'internet fixe, il est relevé une évolution qui passe de 7,96 % au 3^e trimestre de l'année dernière à 8,49 % au 3^e trimestre de l'année en cours.

Il est constaté, en outre, une augmentation de l'utilisation de

la bande passante en Algérie au cours du 3^e trimestre de 2020, atteignant ainsi les 1 580 Gigabits (1,58 Térabit), contre 998 Gigabits (0,998 Térabit) durant la même période de l'année 2019.

Internet mobile : une évolution de 4,17 % en une année

S'agissant de la situation du marché de l'Internet mobile 3G/4G, un total de 38 069 773 abonnés a été enregistré durant le 3^e trimestre de 2020, alors qu'il était de 36 546 458 durant la même période de 2019, soit

une augmentation de 4,17 %, en une année. Pour ce qui est de l'évolution du parc global d'abonnés internet mobile par technologie, l'Arpce note une augmentation, durant le 3^e trimestre en cours, du nombre d'abonnés à la 4G avec 28 125 102 abonnés actifs, contre 23 807 131 au 3^e trimestre de l'année 2019 et une diminution du nombre d'abonnés à la 3G avec 9 944 671 (un total de 12 739 327 durant le 3^e trimestre de 2019). Le rapport relève, par ailleurs, une évolution du taux de pénétration de l'Internet de téléphonie mobile, qui passe de 83,06 % durant le 3^e trimestre de

2019 à 86,60 % au cours du 3^e trimestre de 2020. Le trafic consommé de l'internet de téléphonie mobile durant ce troisième trimestre en Algérie a été également mis en évidence. Il est ainsi noté une importante augmentation du volume du trafic internet mobile consommé durant le 3^e trimestre de 2020, atteignant les 385 892 838 Gigaoctet, comparativement à la même période de l'année dernière où il a été enregistré 278 476 358, soit un taux d'évolution de 38,57 %.

R. B.

Pluviométrie dans l'ouest du pays

Le taux de remplissage des barrages demeure très bas

n Malgré l'apport des dernières pluies qui se sont abattues sur la partie ouest du pays, le taux de remplissage au niveau de la majorité des barrages de la région demeure «très bas», a indiqué, hier, le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Oran.

Par Hamid N.

Le déficit au niveau des barrages Beni Bahdel (Tlemcen), Gargar (Relizane), Cheliff (Mostaganem), Sekkak (Tlemcen), Kerrada (Mostaganem), Boughrara (Tlemcen), demeure important, avec un taux de remplissage qui ne dépasse pas les 50 % pour la majorité, a souligné Smain Boumedienne, notant que la wilaya d'Oran ne compte aucun barrage sur son territoire, et son alimentation dépend principalement de la station d'épuration de l'eau de mer d'El Mactaa (80 %), et des eaux superficielles des barrages des wilayas voisines.

Chiffres à l'appui, le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Oran, dresse un état des lieux.

Le barrage de Beni Bahdel, à Tlemcen, enregistre le plus bas niveau de remplissage (4,6 %). Le volume actuel de l'eau au niveau de ce barrage est estimé à 2 372 000 m³, alors que sa capacité dépasse les 54 millions, soit un déficit de plus 95 %.

Les barrages de Sekkak et Cheliff enregistrent des taux avoisinant les 50 %, (Sekkak 46 % et Cheliff 50 %). Le volume de l'eau au barrage de Sekkak est de 11,5 millions de m³ (sur une capacité de 25 millions), et celui du barrage Cheliff est de 25 millions sur une capacité de 50 millions.

C'est le barrage de Boughrara qui enregistre le plus important taux de remplissage, soit 62 %, avec un volume de 100 millions sur une capacité de 160 millions.

Le déficit demeure ainsi

important dans la majorité des barrages de la région ouest, souligne M. Boumedienne, ajoutant que l'apport des dernières pluies, variant entre 60 000 et 700 000 m³, est juste «moyen», ne permettant pas de sécuriser l'alimentation en eau potable que pour une courte durée.

«Ceci dit, il est encore tôt de se prononcer, car nous attendons d'autres périodes pluvieuses qui seront peut-être en mesure d'augmenter les réserves des barrages», a-t-il souligné.

La chargée de communication de la Société de l'eau et de l'assainissement de la wilaya d'Oran (Seor), Amel Belghor, a estimé qu'il est encore tôt de parler de l'impact des dernières pluies sur le programme de distribution, rappelant que c'est le ministère des Ressources en eau qui fixe le quota de chaque wilaya, ce qui se fera probablement à la fin de la saison.

S'exprimant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'APN, le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, a indiqué que le taux de remplissage national des barrages a atteint son



Ph/D. R.

niveau «le plus bas depuis près de 40 ans», baissant jusqu'à 38 % de la capacité de remplissage. Une situation due, selon le

ministre, aux «changements climatiques» et qui risque de se répéter dans les années avenir. «La Méditerranée est classée

parmi les zones les plus impactées par les changements climatiques», a-t-il souligné.

H. N.

Formation professionnelle Introduction du module Entrepreneuriat et Management dans tous les cursus

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, a affirmé qu'il sera procédé, lors de la nouvelle rentrée de la formation professionnelle, à l'introduction du module Entrepreneuriat et Management dans tous les cursus de la formation.

«Le secteur s'apprête à accueillir plus de 540 000 stagiaires dans l'organe public de la formation qui compte 1 207 établissements et plus de 760 établissements dans le secteur privé», a fait savoir M^{me} Benfriha dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de coup d'envoi de la nouvelle rentrée professionnelle à Médéa, présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, relevant «l'introduction du module Entrepreneuriat et

Management dans tous les cursus de la formation afin d'accompagner les stagiaires dans la création de leurs propres entreprises». Lors de cette nouvelle rentrée, d'autres spécialités ont été également introduites, notamment en matière d'industries agroalimentaires et des nouvelles professions dans les domaines de l'environnement, de la pêche et des énergies renouvelables, a poursuivi le ministre. Dans l'objectif de répondre à la demande croissante de la formation des jeunes ne pouvant pas rejoindre les établissements de la formation, M^{me} Benfriha a souligné la mise en place de «plusieurs dispositifs, dont la formation dans les cours du soir, la formation de la femme rurale et la formation via les passages à niveau».

«Une correspondance a été adressée aux walis afin de consacrer des sièges pour la prise en charge de la population des zones d'ombre et du transport des stagiaires à partir de ces zones, à défaut d'ouvrir des classes spéciales», a poursuivi le ministre.

M^{me} Benfriha a déclaré, à cette occasion, que «dans le souci de préserver la sécurité et la santé des usagers du secteur, le ministère a pris toutes les mesures nécessaires à même de garantir une rentrée sécurisée à travers l'élaboration d'un protocole sanitaire adopté par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus», soulignant que ce protocole «devra être appliqué avec rigueur par tous les établissements».

O. N.

Pétrole Le Brent recule à 49,52 dollars

LES COURS du pétrole dévissaient hier face aux nouvelles mesures de limitation des déplacements imposées aux frontières britanniques à cause d'une nouvelle variante du coronavirus.

Cette nouvelle donne épidémiologique à limiter d'avantage les perspectives de la relance économique mondiale, selon plusieurs analystes.

Vers 10h15 GMT (11h15 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février chutait de 5,44 % à Londres, à 49,52 dollars.

Le WTI américain a, quant à lui, établi à 46,58 dollars le baril soit une baisse de -5,13 %.

Les deux contrats de référence avaient évolué à leurs plus hauts niveaux vendredi dernier depuis le début mars.

Hayet B.

Médias/Publication

Parution du premier numéro du magazine «El Moussafer»

Le premier numéro de la revue «El Moussafer» qui se veut un «magazine social, culturel et de loisir», vient de paraître.

Édité par l'EURL lamasba.dz, ce magazine bi-mensuel consacre son premier numéro à «l'Afrique», mettant en exergue «les efforts consentis et les progrès réalisés dans le but de consolider les fondations de cette Union (africaine), ainsi que les bénéfices que dégagerait la zone de libre-échange continentale africaine». «(...) Notre Union, en tant qu'Africains, arrivera à bri-

ser les obstacles à notre développement économique et social», souligne dans son texte d'introduction le directeur de la publication, Fethi Lahouel.

Le magazine accorde une attention particulière au continent noir et propose plusieurs «escalas» abordant des thèmes dédiés à l'Afrique comme «L'Afrique que nous voulons» ou «L'Afrique, berceau de l'humanité et de la musique».

«Notre escalas dans la station africaine pourrait prendre plus de temps, car nous sommes convaincus de l'importance de

l'étude de notre passé et notre présent dans la compréhension de notre mémoire collective, d'une part, et dans la construction de notre avenir, d'autre part», a expliqué le directeur de la publication.

Ce premier numéro d'«El Moussafer» invite également les lecteurs à faire «la connaissance, à travers ce voyage, de personnalités et symboles de la wilaya de Mascara, en reconnaissance à la place qu'à cette région dans le cœur des Algériens et des Africains».

La publication propose aussi

une escale «High-tech» pour éclairer le lecteur sur le «traitement d'image en ligne» ou encore une escale «Nostalgia» consacrée à la dernière publication de l'ancien ministre de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia : «Boussouf et le MALG : la face cachée de la Révolution».

L'escalas «profil femme» de ce numéro est dédiée, quant à elle, à Annie Fiorio-Steiner, icône de la guerre de Libération algérienne. Une femme d'exception qui a milité pour l'indépendance de l'Algérie.

Ouafia N.

1^{re} année du mandat du Président Tebboune

L'agriculture, pierre angulaire du programme du nouveau économique

■ Depuis son investiture à la tête de l'Etat, il y a une année, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait de l'agriculture la pierre angulaire de son programme économique pour assurer la sécurité alimentaire du pays d'abord, mais aussi pour booster davantage l'économie nationale et la mettre à l'abri de la dépendance aux hydrocarbures.

Par Salem K.

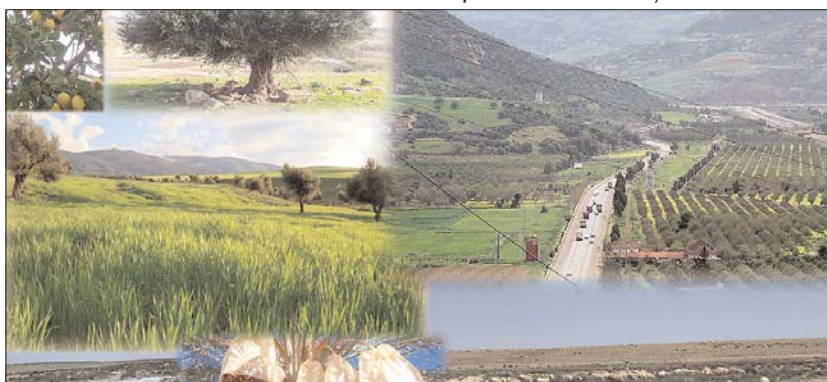
Estimant que l'agriculture «tire déjà l'économie nationale vers le haut», M. Tebboune a misé sur ce secteur comme étant la pierre angulaire de son programme économique, dans le but de «faire sortir le pays de sa dépendance des hydrocarbures».

Ainsi, depuis son investiture, M. Tebboune avait affiché clairement l'intention de renoncer aux hydrocarbures comme principale ressource du budget de l'Etat, surtout après la forte chute des cours du brut sur les marchés mondiaux, faisant ainsi de l'agriculture l'un des principaux secteurs à relancer pour y substituer.

Dans le même contexte, il a instruit le gouvernement de mettre en œuvre une politique agricole durable, permettant de renforcer la sécurité alimentaire du pays, de réduire le déséquilibre de la balance commerciale des produits agroalimentaires de base et de contribuer efficacement à la diversification de l'économie nationale.

Dans ses orientations lors des différentes réunions des Conseils des ministres, M. Tebboune soulignait également l'impérative rupture avec les pratiques du passé, en s'orientant vers de nouveaux modes de gestion du secteur, adaptés aux besoins et spécificités du pays, ainsi que l'installation d'usines de transformation des produits agricoles dans les zones de production.

Il avait aussi ordonné l'encouragement de la production de la viande locale afin de réduire la facture d'importation, le traitement définitif de la question du manque de lait, l'impératif de mettre en place une politique



nationale de stockage des produits alimentaires, ainsi que la résolution du problème d'irrigation, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud du pays.

Concernant l'agriculture saharienne et des montagnes, M. Tebboune avait ordonné l'encouragement des créneaux créateurs de richesse, tels l'arboriculture fruitière et l'apiculture, avec une réduction des prix pour que ces produits soient à la portée du citoyen, mais aussi la création d'un institut de l'agriculture saharienne.

Ces orientations ont été traduites sur le terrain par la mise en œuvre d'un programme prioritaire dont l'échéance s'étale entre le 2^e semestre 2020 et la fin de l'année 2021, ainsi que les actions transversales à caractère continu du programme à moyen terme 2020-2024, propre au secteur de l'Agriculture, avec comme objectif la couverture des besoins alimentaires de base par l'accroissement de la production et la productivité agricoles.

Cette feuille de route vise également le développement d'un nouveau modèle agricole et rural, porté par l'investissement

privé et l'émergence d'une nouvelle génération de producteurs, ainsi que l'amélioration de la compétitivité des produits agroalimentaires et forestiers et l'intégration des chaînes de valeur à l'international.

Ainsi, la nouvelle politique n'a pas tardé à donner ses fruits, car même en pleine crise sanitaire du coronavirus (Covid-19), qui s'est étalée sur la quasi-totalité de l'année 2020, l'apport de la production agricole dans le PIB national a pu dépasser les 25 milliards de dollars, contre 23 milliards durant la campagne agricole précédente.

Dans ce contexte, le Président a tenu, dans son intervention lors d'un Conseil des ministres, à saluer les agriculteurs qui ont accompli «un travail colossal dans une conjoncture particulièrement adverse en assurant l'approvisionnement du marché en produits agricoles en abondance et à des niveaux de prix acceptables».

En outre, pour faire du secteur le fer de lance de l'économie nationale, le Président Tebboune a souligné que la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route «doit passer

nécessairement par une réorganisation adéquate des structures du ministère de l'Agriculture, aussi bien au plan national, régional que local. Celle-ci passe aussi par la création d'offices et de structures qui permettent une synergie avec les agriculteurs».

A signaler que la nouvelle feuille de route du secteur prévoit aussi la modernisation de l'agriculture à travers le développement des filières animales et végétales, l'accompagnement des agriculteurs par un nouveau mode de financement basé sur le crédit mutuel rural, la réactivation de la couverture sociale au profit des agriculteurs, la protection phytosanitaire, outre le développement et la généralisation des nouvelles technologies par la formation, l'orientation et la recherche scientifique dans le domaine agricole.

Pour rappel, le secteur de l'Agriculture contribue à hauteur de 12,4 % au PIB et garantit plus de 2,6 millions postes d'emploi permanents, soit un quart de la main-d'œuvre du pays. En 2019, le taux de croissance du secteur s'est établi à 4 %.

S. K.

Monnaies

Forte baisse de la livre sterling, affaiblie par la mutation du coronavirus

La livre britannique baissait fortement hier, après la fermeture des frontières du Royaume-Uni à cause d'une nouvelle variante du coronavirus qui pousse les investisseurs vers les valeurs refuge comme l'or et le dollar.

Hier matin, la livre britannique cédait 2,00 % face au dollar, à 1,3253 dollar pour une livre, et 1,57 % face à l'euro, à 92,09 Pence pour un euro.

La nouvelle variante du coronavirus, particulièrement contagieuse, a poussé le gouvernement britannique à confiner

Londres et une partie du sud du pays.

Les frontières ont été bloquées à la sortie du pays, intensifiant l'incertitude et le chaos à moins de deux semaines de la fin de la période de transition post-Brexit, toujours sans accord commercial entre Londres et Bruxelles.

Avec la nouvelle mutation du virus, «le ralentissement économique va être plus important que prévu, et durer plus longtemps, l'espoir d'un rebond marqué en 2021 s'amenuise», a commenté Lee Hardman, analyste.

Selon lui, la Banque d'Angleterre (BoE) pourrait avoir à soutenir l'économie en assouplissant sa politique monétaire, ce qui ferait ployer la monnaie britannique.

Ces éléments et «le manque de progrès autour du Brexit ont coupé l'appétit du risque au marché», a résumé Lukman Otunuga, analyste.

Le dollar gagne ainsi 0,45 % face à l'euro, à 1,2257 dollar pour un euro. Mais les perspectives du billet vert, qui a touché la semaine dernière son plus bas en deux ans et demi face à de

nombreuses monnaies en raison de la politique monétaire très accommodante en place, sont affectées par le passage de mesures de soutien de l'économie américaine au Congrès américain.

Ce plan d'aide représentant jusqu'à 900 milliards de dollars, qui pourrait peser sur le cours du billet vert, «a réveillé les fanas d'or», autre valeur refuge sans rendement, mais déconnectée des politiques des banques centrales, a expliqué M. Otunuga.

Le métal jaune gagnait 0,82 % à 1 896,82 dollars l'once. L. O.

Brexit Les eurodéputés jugent «impossible» de ratifier un accord à temps

LES DÉPUTÉS européens estiment désormais «impossible» de ratifier un éventuel accord post-Brexit à temps pour qu'il entre en vigueur le 1^{er} janvier, après le dépassement par les négociateurs de la date butoir qu'ils avaient fixée à dimanche minuit.

«Les jeux politiques de Westminster ont fait perdre trop de temps. Il est maintenant impossible pour le Parlement d'évaluer un accord avant la fin de l'année. Nous n'approuverons aucun texte, c'est trop important», a affirmé hier le chef du groupe PPE (droite) au Parlement européen, Manfred Weber, sur Twitter.

Jugeant nécessaire de ne «pas précipiter une décision sur un éventuel texte», il promet que l'hémicycle restera un «partenaire constructif» et renvoie à «d'autres procédures» pour qu'un éventuel traité entre en vigueur, à 10 jours seulement de la rupture définitive entre l'UE et le Royaume-Uni.

Un accord conclu in extremis pourrait par exemple être appliqué provisoirement le 1^{er} janvier, avec une ratification a posteriori du Parlement européen. Mais selon plusieurs sources européennes, un tel cas de figure n'est techniquement possible que si un compromis est trouvé avant la fin de l'année, sans quoi un «no deal», au moins pour quelques jours, apparaît inévitable.

«Il y aura de fait un "no deal", technique ou pas, mais le 1^{er} janvier il va y avoir un gros décrochage, il faut s'y préparer», a d'ailleurs prévenu la Française Nathalie Loiseau (Renew, libéraux).

Le groupe d'eurodéputés qui suit la négociation pour le Parlement européen devait se réunir hier matin «pour évaluer la situation et discuter des prochaines étapes», a affirmé son président, l'Allemand David McAllister (PPE).

La négociation, qui bute notamment sur l'épineuse question de l'accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques, devait reprendre hier.

Un accord commercial doit être trouvé avant que le Royaume-Uni, qui a officiellement quitté l'UE le 31 janvier dernier, ne sorte du marché unique européen et de l'union douanière le 31 décembre à 23h00 GMT. Dans le cas contraire, les échanges entre l'UE et Londres se feront selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), synonymes de droits de douane et de quotas, avec de lourdes conséquences pour des économies déjà secouées par la pandémie.

R. E.

Etats-Unis

Biden présente son équipe climat pour lutter contre «la menace existentielle» du réchauffement

■ Le Président élu américain, Joe Biden, a présenté, samedi, les membres-clés de son équipe chargée du climat et a déclaré que son administration ferait de la lutte contre le réchauffement climatique un pilier de son action pour reconstruire l'économie américaine frappée par la pandémie.

Par Fatah N.

M. Biden a déclaré que ces personnalités «mèneront le plan ambitieux de mon administration pour faire face à une menace existentielle de notre époque : le changement climatique».

«Nous sommes en crise», a déclaré M. Biden lors de l'événement qui avait lieu dans son tef de Wilmington, dans le Delaware. «Tout comme nous devons être une nation unie pour faire face au Covid-19, nous avons besoin d'une réponse nationale et collective au changement climatique».

Parmi les personnalités présentées samedi figure l'élu du Nouveau-Mexique, Deb Haaland, choisie pour diriger le ministère de l'Intérieur, qui supervise notamment les ressources naturelles des terres fédérales, comme les parcs nationaux et les refuges pour la faune.

M^{me} Haaland deviendra la première Amérindienne à occuper un poste de ministre si sa nomination est confirmée par le Sénat.

M. Biden a déclaré que son gouvernement s'efforcera de moderniser les infrastructures de l'eau, des transports et de l'énergie, afin qu'elles soient mieux équipées pour résister aux conditions climatiques extrêmes – et qu'il créerait de nombreux emplois dans le cadre



de ce processus.

M. Biden a aussi indiqué vouloir construire 500 000 stations de recharge pour les véhicules électriques et 1,5 million d'habitations et logements sociaux économes en énergie.

Il a également annoncé la création «immédiate» de 250 000 emplois pour fermer des millions de puits de pétrole et de gaz abandonnés, considérés comme des risques pour la santé et la sécurité.

M. Biden a répété que les Etats-Unis feraient leur retour

dans l'accord de Paris sur le climat, quitté par le Président Donald Trump, et qu'il restaurerait une série de réglementations environnementales instaurées par Barack Obama et abandonnées par M. Trump.

Pour d'autres postes, M. Biden a indiqué qu'il avait choisi Gina McCarthy, l'administratrice de l'Agence de protection de l'environnement de M. Obama, pour diriger le nouveau Bureau de la politique sur le climat de la Maison-Blanche.

M. Biden a nommé Michael

Regan, actuellement à la tête du département de l'Environnement de l'Etat de Caroline du Nord, pour diriger l'Agence américaine de protection de l'environnement et Brenda Mallory, une avocate spécialisée dans l'environnement, pour diriger le Conseil sur la qualité environnementale. M. Regan et M^{me} Mallory sont tous deux Afro-Américains. Le président élu a déclaré qu'avec les annonces de samedi, son cabinet comptera six Afro-Américains.

F. N.

Selon la Banque mondiale

La tarification du carbone, un moyen efficace pour faire face aux changements climatiques

La tarification du carbone demeure le moyen le plus efficace pour faire face au changement climatique et pourra également avoir des effets bénéfiques supplémentaires sur la réduction de la pollution atmosphérique et des embouteillages, lit-on sur le site web de la Banque mondiale (BM).

«La tarification du carbone est une politique à la fois simple, équitable et efficace pour faire face au changement climatique et qui pourrait éviter l'adoption de mesures, de plus en plus coûteuses, destinées à remédier aux impacts délétères des trajectoires de croissance carbonées», a plaidé la BM.

Elle a relevé, dans le même cadre, que la «tarification du carbone permet aux entreprises de gérer leurs risques, de planifier leurs investissements dans des processus de production sobres en carbone et d'encourager l'innovation». La BM a rappelé qu'au 1^{er} novembre 2019, 46 pays et 31 entités infranationales mettaient en œuvre ou avaient prévu de mettre en œuvre des initiatives visant à fixer un prix pour le carbone.

Selon la BM, le changement climatique est un amplificateur de menaces qui pourrait faire basculer des millions de personnes

dans la pauvreté au cours des prochaines années et réduire à néant les progrès de développement durablement acquis.

Les catastrophes naturelles coûtent 18 milliards de dollars/an aux pays à faible revenu

Les catastrophes naturelles dues à des dérèglements climatiques, coûtent aux pays à revenu faible ou intermédiaire environ 18 milliards de dollars par an, en raison des dégâts causés aux infrastructures de production d'électricité et de transport, a averti la Banque mondiale dans un rapport récent publié sur son site web.

«Plus largement, ces catastrophes provoquent des perturbations dans la vie des ménages et des entreprises, dont le coût s'élève à au moins 390 milliards de dollars par an», selon des estimations de la BM.

Les pays les plus menacés risquent fort de voir leurs systèmes de santé débordés ou anéantis, leurs fonds d'urgence épuisés et difficiles à reconstituer dans un cadre budgétaire contraint, alors qu'ils doivent faire face à la vulnérabilité économique croissante des

personnes et des communautés, a alerté la même source. Néanmoins, les pays ont désormais une occasion historique de s'engager sur la voie d'un développement durable, inclusif et résilient en réalisant les bons investissements dès maintenant peut entraîner des résultats à court terme (emplois et croissance économique), ainsi que des bénéfices à plus long terme pour les populations, notamment la décarbonation de l'économie et une résilience accrue.

«Investir dans des infrastructures résilientes dans les pays en développement pourrait rapporter 4 200 milliards de dollars, sachant qu'un dollar investi génère en moyenne un bénéfice de quatre dollars», a assuré l'institution financière mondiale. Elle a considéré qu'une meilleure résilience des infrastructures permet d'éviter des réparations coûteuses et de limiter les multiples conséquences des catastrophes naturelles sur les moyens de subsistance et le bien-être des habitants. La BM a ajouté que la transition vers des économies résilientes et sobres en carbone pourrait créer plus de 65 millions d'emplois nets dans le monde d'ici à 2030.

Slim N.

France La 5G pourrait alourdir l'empreinte carbone du numérique

LE HAUT CONSEIL français pour le climat a mis en garde, samedi, contre les conséquences environnementales potentielles du déploiement de la 5G, prônant une évaluation d'impact avant toute nouvelle attribution de fréquence.

Le HCC, organisme de conseil et d'évaluation indépendant créé par le Président Emmanuel Macron, estime en effet que «la 5G est susceptible d'augmenter significativement l'empreinte carbone du secteur du numérique». Ce dernier représente actuellement environ 2 % de l'empreinte totale de la France, soit à peu près autant que le secteur aérien, a relevé la climatologue Corinne Le Quéré, présidente du HCC, lors d'une conférence de presse en ligne.

L'augmentation sera notamment causée par la prise en compte des émissions liées à la fabrication du matériel à l'étranger (émissions dites «importées»). Dans son évaluation haute, l'impact carbone de la 5G serait ainsi en 2030 pour un peu plus de la moitié lié aux terminaux – smartphones, ordinateurs –, pour un quart aux infrastructures et pour un quart à l'utilisation.

La 5G devrait également entraîner une hausse de la consommation d'électricité qui est, en France, largement décarbonée en raison notamment du nucléaire. Dans ce rapport commandé par la présidence du Sénat, le HCC recommande donc d'évaluer les prochaines attributions de fréquence, d'intégrer des engagements sur l'empreinte carbone dans les prochains appels d'offres pour les futures fréquences de 5G et d'agir sur l'offre d'équipements pour en faire baisser l'impact environnemental.

La Convention citoyenne pour le climat, un panel de citoyens formé à l'initiative du président de la République pour faire des propositions en matière de lutte contre le changement climatique, avait recommandé un moratoire sur le déploiement de la 5G en l'attente d'une étude.

Mais le Président Macron s'est refusé à différer le déploiement de la technologie, rejetant sèchement un «retour à la lampe à huile».

Lors d'une rencontre avec les membres de la Convention en début de semaine, M. Macron a maintenu son soutien à la 5G, essentielle selon lui au développement économique du pays. Mais il a aussi souhaité que soit «évalué le coût environnemental du numérique globalement», pointant notamment le «renouvellement permanent des matériels (...) très polluants».

R. E.

Avec une compétition en ligne

Cinéma : la Berlinale reportée au mois de mars

■ Le plus fameux festival de cinéma de Berlin, La Berlinale, sera organisé cette année au mois de mars au lieu de février comme de coutume. Cette 71^e édition du festival se tiendra en «deux temps», avec en mars une compétition en ligne et l'attribution des prix, dont l'Ours d'or, ainsi que des projections ouvertes au public au mois de juin, précise la direction du festival. La sélection officielle des films sera dévoilée en février. Les films primés seront ensuite projetés au public en juin en salles ou dans des cinémas en plein air, précise la même source.

Par Abila Selles

La Berlinale, le festival de cinéma de Berlin organisé habituellement début février, est reporté au mois de mars prochain, annonce la direction du festival. Quant à la compétition officielle, elle se tiendra en ligne en raison de la pandémie de Covid-19, précise la même

source.

En effet, la 71^e édition de la Berlinale se tiendra en «deux temps», avec en mars une compétition en ligne et l'attribution des prix, dont l'Ours d'or, ainsi que des projections ouvertes au public au mois de juin, affirment les organisateurs de cette édition.

«Il y a un grand besoin de rencontres physiques. Mais la situation actuelle ne le permet pas en février. En même temps, il est important d'offrir à l'industrie cinématographique un marché au premier trimestre», ajoutent-ils.

La sélection officielle des films sera dévoilée en février. Les films primés seront ensuite projetés au public en juin en salles ou dans des cinémas en plein air. En Allemagne, les lieux culturels sont fermés depuis début novembre et ne devraient pas rouvrir avant plusieurs



semaines par mesure de lutte contre la propagation du coronavirus.

Créée en 1951, la Berlinale est, avec Cannes et Venise, un des trois principaux festivals de

cinéma en Europe. Les cinéphiles ainsi que les médias attendent avec impatience ce rendez-vous où l'art et la créativité sont à l'honneur. Présidé lors de la dernière édition en

février 2020 par l'acteur britannique ainsi que les médias attendent avec impatience ce rendez-vous où l'art et la créativité sont à l'honneur. Présidé lors de la dernière édition en

A. S.

Établissements sous tutelle du ministère de la Culture Bendouda inaugure l'année universitaire 2020/2021

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a supervisé, dimanche à Alger, l'ouverture officielle de l'année universitaire en cours dans les établissements de formation artistique et culturelle, placés sous sa tutelle, a rapporté l'APS. A l'École nationale supérieure des beaux-arts (Esba), la ministre a fait le tour des différents départements de l'école dont l'atelier de gravure, une spécialité jusque-là dispensée dans cet établissement comme module. M^{me} Bendouda a entendu les doléances des enseignants et directeurs de

recherche qui ont plaidé pour l'enseignement de la gravure, spécialité très demandée par les étudiants et utilisée dans l'industrie du livre, comme une discipline à part entière. La ministre a promis de mettre à la disposition des formateurs le matériel nécessaire pour dispenser cette spécialité, au même titre d'ailleurs que la sculpture et le design, actuellement enseignés à l'École des beaux-arts. Dans son allocution d'ouverture, Malika Bendouda, insistant sur la formation, une des priorités de son département, a appelé à ce titre que les programmes de formation artis-

tique doivent désormais répondre aux «exigences économiques actuelles en privilégiant l'entrepreneuriat artistique».

Elle a appelé, à ce titre, les étudiants et diplômés des Beaux-Arts à s'impliquer davantage dans des projets d'intérêt public requérant leurs compétences et leur savoir-faire. Évoquant la bande dessinée, un art ne figurant pas dans les programmes de formation artistique, la ministre a fait savoir que les étudiants des Beaux-Arts pourront suivre prochainement une «formation spécialisée» dans le neuvième art. Cette discipline sera «ensei-

gnée comme module», dans une première étape, avant de devenir une «spécialité à part entière dès l'année prochaine», a appuyé le directeur de l'Esba, Djamel Laârouk. A l'Institut national supérieur de musique (Insm), la ministre de la Culture et des Arts a écouté les préoccupations des enseignants qui ont soulevé notamment des lacunes liées à la formation et au recrutement des formateurs, mais aussi à l'hébergement des étudiants dans un «institut qui ne dispose que de 150 lits», a-t-on appris.

R. C.

Littérature

Une petite sélection de livres de Noël

Les gens sont habitués à regarder des films et des téléfilms romantiques ou drôles lorsque la période de Noël se fait sentir. Mais à cause du confinement, une solution est proposée pour ne pas gâcher cette fête : la lecture. En effet, une sélection 100 % Noël de romans et de livres audio, pour changer des téléfilms habituels, est proposée au public. Comique, fantastique, thriller, romance, tous les genres sont au rendez-vous. Une comédie audio déguisée en conte de Noël qui se glisse dans la peau d'une dinde de Noël prête à être mangée. Nous, les dindes... raconte au lecteur l'histoire d'une dinde, comment elle est choisie et par qui. Elle narre toutes ses péripéties, ses rencontres, mais également les soucis qu'il y a dans la famille où elle se retrouve. Des disputes éclatent le soir de Noël et certaines relations se rompent tandis que d'autres naissent. Replongez au XIX^e siècle grâce à

Charles Dickens dans son ouvrage «Un chant de Noël». Ebenezer Scrooge est la seule personne au monde à détester Noël et refuse toutes les propositions pour célébrer cette fête. Pour lui, cette célébration n'est qu'une sottise qui sert à cacher la misère de cette société. Mais les esprits de Noël en décident autrement. Le livre «Un Noël à River Falls» d'Alexis Aubenque est aussi un bon livre à découvrir. Il revient sur un drame qui secoue les festivi-

tés et ravive les douleurs du passé dans la ville de River Falls en plein période de Noël. Il y a aussi un roman gourmand et mystérieux à la fois à découvrir. Il s'agit de «Un Noël à la petite boulangerie» de Jenny Colgan. L'auteur nous fait plonger dans la vie de Polly Waterford, une boulangère. Mais à l'approche des fêtes de fin d'année, Polly est débordée ! Elle ne souhaite qu'une chose : passer un réveillon romantique avec

Huckle, son compagnon. Mais quand la meilleure amie de Polly arrive dans sa ville pour lui dévoiler un terrible secret sur son passé, Polly voit soudain son avenir s'assombrir.

Dans «Les feux de Noël», Marie-Bernadette Dupuy nous emmène en France à Colmar, en 1924. Lisel Schmitt a vingt-deux ans et travaille dans un atelier de confection pour dames en tant que première main. Après avoir passé un an à Paris, à travailler

dans une prestigieuse maison de couture, elle rêve de créer ses propres modèles et de faire carrière. Mais sa vie bascule le jour où un incendie se déclare dans le magasin où elle travaille. Piégée dans l'immeuble en flammes elle est brûlée aux mains, mais est sauvée de justesse par Heinrich Keller, un pompier. C'est le coup de foudre pour les deux mais Lisel est confrontée à un terrible secret, qui pourrait briser tous ses rêves.

M. K.

Patrimoine

Une relique de la Grande Pyramide de Guizeh retrouvée

La Grande Pyramide de Guizeh continue de nourrir sa légende, malgré elle. À la fin de l'année 2019, une assistante de conservation de l'université d'Aberdeen en Écosse tombe sur une vieille boîte à cigares, arborant l'ancien drapeau égyptien. Un objet intrigant, mais pas très utile, il est juste rempli de morceaux de bois. Sauf que l'université a annoncé dernièrement qu'il s'agit en réalité d'un artefact vieux de 5 000

ans, originaire de la Grande Pyramide.

Le fragment de bois de cèdre est l'un des trois seuls objets à avoir été retrouvés à l'intérieur de la pyramide en 1872 par l'archéologue britannique Wayman Dixon. Deux d'entre eux, une balle et un crochet de bronze, vraisemblablement utilisés pour la construction, sont conservés au British Museum, mais la trace des fragments de bois avait été perdue il y a 70 ans. Au

moment de ses découvertes au XIX^e siècle, Dixon se trouvait avec le D^r James Grant, venu en Égypte pour combattre le choléra, avec qui il avait sympathisé. À la mort du D^r Grant en 1895, sa collection avait été léguée à l'université d'Aberdeen, où il avait étudié. En 1946, sa fille avait donné le fragment de cèdre à l'université, mais celui-ci n'avait pas été répertorié et n'avait pu être retrouvé malgré d'intenses recherches.

F. H.



Centrafrique

Situation «sous contrôle» selon l'ONU, après une offensive rebelle

■ La situation est «sous contrôle» en Centrafrique, a assuré, dimanche soir à l'AFP, le porte-parole de la force de l'ONU dans le pays, après le début d'une offensive de rebelles, tandis qu'une coalition de l'opposition «exige le report des élections» du 27 décembre.

Par Mourad M.

Vendredi soir, trois des plus puissants groupes armés qui occupent plus des deux-tiers du pays avaient commencé à progresser sur des axes routiers vitaux pour l'approvisionnement de la capitale Bangui. Ils avaient en outre annoncé leur fusion. Dans la foulée, le gouvernement a accusé samedi l'ex-chef de l'État, François Bozizé, de «tentative de coup d'État» avec une «intention manifeste de marcher avec ses hommes sur la ville de Bangui» en cette période électorale. Les élections présidentielles, avec pour favori le président sortant Faustin Archange Touadéra, et législatives sont prévues dimanche prochain. Le parti de François Bozizé a démenti dimanche toute tentative de coup d'État. La France, la Russie, les États-Unis, l'Union européenne et la Banque mondiale ont appelé dimanche François Bozizé et les groupes armés à déposer les armes. Ces pays et institutions partenaires

de la Centrafrique, membres du G5+, «demandent que Bozizé et les groupes armés alliés déposent immédiatement les armes, s'abstiennent de toute action de déstabilisation et respectent la décision de la Cour constitutionnelle du 3 décembre 2020», ont déclaré les signataires dans un communiqué commun publié dimanche. Selon le porte-parole de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca), Vladimir Monteiro, les rebelles ont été bloqués ou repoussés dans plusieurs localités. A Yaloké, à 220 km de Bangui, «les groupes armés ont quitté la ville», a-t-il affirmé à l'AFP. Les groupes armés ont également perdu du terrain dans deux autres localités et «la Force a envoyé des Casques bleus à Mbaïki, à 110 km au sud-ouest de Bangui, où il y a eu des affrontements samedi (...), pour bloquer des éléments armés», a-t-il poursuivi, concluant : «La situation est sous contrôle». Mais des éléments des groupes armés sont toujours présents aux abords de Bossembélé et

Bossembélé, selon des sources sécuritaires et humanitaires. Arguant dimanche du contexte sécuritaire, la Coalition de l'opposition démocratique (COD-2020), dont l'ancien président François Bozizé était le chef de file jusqu'à récemment, «exige le report des élections (...) jusqu'au rétablissement de la paix et de la sécurité». La Coalition, qui regroupe les plus importants partis et mouvements de l'opposition au président sortant, réclame en outre «la convocation sans délai des forces vives de la Nation». Le président sortant a affirmé samedi que les élections se tiendraient bien : ces événements n'empêcheront pas le déroulement du scrutin car «l'Autorité nationale des élections et la Cour constitutionnelle ont assuré que les élections vont se tenir dans les temps», a-t-il dit lors d'un meeting électoral à Bangui. Des combattants de compagnies de sécurité privées russes sont entrés en action contre les rebelles à Mbaïki, selon des sources humanitaires et sécuritaires. «Nos soldats sont en alerte générale, appuyés par la Minusca, la Fédération de Russie et le Rwanda pour sortir de cette crise», a déclaré samedi Faustin Archange Touadéra face à ses partisans. Dans un communiqué de la Coalition des patriotes pour le changement



(CPC), qui regroupe trois des principaux groupes armés du pays, les rebelles ont admis dimanche «de nombreuses pertes en vies humaines et de nombreux blessés» dans leurs rangs. L'ONU n'a de son côté communiqué aucun bilan. Pour l'élection présidentielle du 27 décembre, François Bozizé avait tenté un retour en politique en se déclarant candidat à la présidentielle. Il faisait figure de principal concurrent au chef de l'État. Mais la Cour constitutionnelle a invalidé sa candidature, estimant qu'il était sous le coup de sanctions des Nations unies en raison de son soutien présumé à des groupes armés respon-

sables de «crimes de guerre» et de «crimes contre l'Humanité». La Centrafrique, un pays de 4,9 millions d'habitants classé parmi les plus pauvres du monde mais riche en diamants et en bétail, a été ravagée par la guerre civile après qu'une coalition de groupes armés à dominante musulmane, la Séléka, a renversé François Bozizé en 2013. Depuis 2018, la guerre a évolué en un conflit de basse intensité, dans lequel les groupes armés se disputent le contrôle des ressources du pays, tout en perpétrant régulièrement des exactions contre les populations civiles.

M. M.



Commentaire

Embargo

Par Fouzia Mahmoudi

Cuba et les États-Unis ont une longue histoire commune, avec un point culminant de tension lors de la crise des missiles de 1962 durant laquelle le monde a cru à une possible guerre nucléaire qui résulterait en des millions de morts. Depuis, les relations entre les deux pays sont restées inexistantes durant des décennies, jusqu'à la présidence du démocrate Barack Obama lors de laquelle des négociations ont été entreprises en vue de leur normalisation. Des négociations rompues après l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Aujourd'hui, le Président cubain Miguel Diaz-Canel a exprimé la disposition de son pays à discuter de «n'importe quel sujet» avec les États-Unis, où Joe Biden doit succéder en janvier à Donald Trump, sans renoncer au socialisme. «Comme cela a déjà été dit avec assez de clarté, nous sommes disposés à discuter de n'importe quel sujet. Ce que nous ne sommes pas disposés à négocier, ce sur quoi nous ne céderons pas un centimètre, c'est la révolution, le socialisme et notre souveraineté», a déclaré Miguel Diaz-Canel à l'issue de la session annuelle du Parlement cubain. «Les principes ne seront jamais sur la table», a insisté le Président cubain, qui parlait six ans, jour pour jour, après le rétablissement des relations entre La Havane et Washington. Adversaires depuis la révolution menée par Fidel Castro en 1959, les États-Unis et Cuba ont opéré, sous la direction des présidents Barack Obama et Raul Castro, un rapprochement historique qui a permis en 2015 le rétablissement des relations diplomatiques. Mais après l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2017, les États-Unis ont durci l'embargo qu'ils imposent à Cuba depuis 1962, invoquant les violations des droits de l'homme à Cuba et le soutien de La Havane au gouvernement chaviste du Venezuela. Miguel Diaz-Canel a souligné que 2020 «a été une année dure et exigeante comme peu d'autres», en raison de la pandémie de coronavirus et du renforcement du blocus par l'administration du président républicain. Pendant la campagne pour l'élection présidentielle américaine du 3 novembre, le candidat démocrate Joe Biden a annoncé que s'il était élu il procéderait rapidement à «l'élimination des restrictions de Trump sur les transferts d'argent et les voyages qui nuisent aux Cubains et séparent les familles», dans une interview avec le média numérique d'opposition CiberCuba. Reste à voir dans les faits quelle sera la nature des relations futures entre les USA et Cuba et surtout si le peuple cubain, qui subit un très lourd embargo depuis des décennies, verra enfin son quotidien et ses conditions de vie s'améliorer.

F. M.

Allemagne

Prison à perpétuité pour l'auteur d'un massacre antisémite évité de justesse

L'extrémiste de droite auteur de ce qui avait failli devenir le pire attentat antisémite de l'après-guerre en Allemagne l'an dernier a été sans surprise condamné hier à la prison à perpétuité par un tribunal allemand, une décision saluée par plusieurs organisations juives. Stephan Balliet, un Allemand de 28 ans, qui a lors des presque six mois d'audience à plusieurs reprises clamé son antisémitisme, a été reconnu coupable de deux meurtres et plusieurs dizaines de tentatives de meurtres lors de son attaque d'une synagogue de Halle (Saxe-Anhalt) en pleine fête religieuse de Yom Kippour, le 9 octobre 2019. Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, Josef Schuster, a estimé dans un communiqué que ce verdict était «un jour important pour l'Allemagne», indiquant clairement que «la haine meurtrière contre les Juifs connaît une tolérance zéro». Le Congrès juif mondial (WJC) a lui clamé sa «satisfaction» face au verdict. Parlant d'un «acte odieux, lâche et inhumain», la présidente du tribunal de Magdebourg, Ursula Mertens,

a expliqué que l'accusé partageait «des motivations antisémites, racistes et misogynes». A l'énoncé du verdict, correspondant aux réquisitions du parquet, l'homme au crâne rasé habillé en noir et portant une écharpe et un masque, est resté stoïque avec un regard vide. Sa réclusion à perpétuité a été assortie d'une détention de sûreté minimale de 15 ans à l'issue de laquelle il lui sera toutefois très difficile d'obtenir une libération. Armé jusqu'aux dents et vêtu d'un treillis militaire, cet autoradicalisé sur internet, asocial, avait en octobre 2019, donné l'assaut contre la synagogue de Halle, où se trouvaient 52 fidèles. Faute de parvenir à entrer en raison de la résistance de la porte, il s'en était pris à des passants, tuant une femme dans la rue puis un jeune homme dans un restaurant à kébab, ciblé pour sa clientèle qu'il pensait étrangère. La victime, Kevin S., était pourtant un Allemand de 20 ans. «Sans cette fameuse porte blindée, il aurait commis un massacre», a affirmé M^{me} Mertens. L'accusé s'était inspiré de Brenton Tarrant, l'auteur des

attentats racistes sanglants (51 morts) commis quelques mois auparavant contre deux mosquées à Christchurch en Nouvelle-Zélande, qui avait diffusé en direct ses crimes, ce qu'il a aussi fait. Tout au long de son procès, M. Balliet n'a jamais exprimé le moindre remords et, à plusieurs reprises, a dû être rappelé à l'ordre par la présidente du tribunal pour ses propos conspirationnistes, racistes, misogynes et négationnistes. Il a même revendiqué ses actes. Le fait d'attaquer la synagogue «n'était pas une erreur» car «ce sont mes ennemis», avait-il lancé. «On est soulagé que cela s'arrête aujourd'hui, c'était suffisamment long et éprouvant», a expliqué à l'AFP Mark Lupschitz, avocat de neuf parties civiles, remerciant le tribunal de n'avoir pas fait du procès une vitrine pour l'extrémiste de droite. «L'attentat de Halle nous a montré combien il est important de poursuivre la lutte contre l'antisémitisme, la xénophobie et les anti-démocrates avec encore plus de détermination», a affirmé la porte-parole du gouvernement, Ulrike Demmer.



Classement mondial Fifa (dames)

L'EN termine l'année à la 79^e place

LA SÉLECTION algérienne féminine de football a terminé l'année 2020 à la 79^e place (+6) au classement de la Fédération internationale (Fifa), dont l'édition du mois de décembre vient d'être dévoilée par l'instance mondiale.

Au niveau africain dominé par le Nigeria, 37^e mondial (+1), les Algériennes pointent au 9^e rang, derrière le Cameroun 51^e (inchangé), l'Afrique du Sud 53^e (inchangé), le Ghana 58^e (+2), la Côte d'Ivoire 61^e (+2), la Tunisie

74^e (+4), le Maroc 77^e (+4) et le Mali 78^e (+5).

Les Algériennes font mieux qu'en 2019, quand elles avaient terminé l'année à la 84^e place. La dernière apparition des joueuses du sélectionneur national Madjid Taleb remonte à février dernier.

Les coéquipières de Zineb Kendoussi avaient terminé à la 4^e place au classement du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), disputé en Tunisie.

Décision du ministère de la Jeunesse et des Sports

Reprise aujourd'hui de la pratique sportive en plein air

LA REPRISE de la pratique sportive en plein air aura lieu à partir d'aujourd'hui, après l'adoption d'un protocole sanitaire anti-coronavirus par le Comité scientifique de suivi et de l'évaluation de la pandémie de Covid-19, indique, dimanche, un communiqué du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Sont concernées par cette décision qui a été prise en coordination avec le Centre national de médecine du sport (CNMS), les activités sportives suivantes : athlétisme, cyclisme, tennis, aviron et

canoë-kayak, voile, sports mécaniques, badminton, ski et sport de montagne, sports équestres et sports traditionnels. Pour rappel, le MJS avait annoncé le 9 juillet, comme première étape de reprise progressive, avoir autorisé les athlètes algériens «qualifiés et qualifiables» pour les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques 2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, à reprendre les entraînements avec le strict respect des mesures de protection.

Judo (Championnat d'Afrique)

L'Algérie championne d'Afrique par équipes

LA SÉLECTION nationale algérienne de judo a remporté le titre par équipes mixte (3x3) des 41^e Championnats d'Afrique des nations seniors qui ont pris fin dimanche à Antananarivo, à Madagascar. L'équipe algérienne s'est imposée en finale face au Sénégal sur le score de 3 à 2, grâce à Amina Belkadi vainqueur de A. Faye, Mohamed Sofiane Belrekaa qui a défait Ndiayé et Fethi Nourine qui a battu Gaye M., alors que Sonia Asselah a été battue en super lourd par Sagna. Exemptée en quart de finale, l'équipe algérienne composée de Fethi Nourine (-73kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Sofiane Belrekaa (+100kg), Sonia Asselah (+78kg) et Amina Belkadi (-63kg), s'était imposée en demi-finale devant le Gabon (3-0), avec les succès de Nourine sur Nze Nkala, Benamadi devant T. Kouamba et Asselah face à Mazouz.

De son côté, le Sénégal

exempté du quart, s'est qualifié difficilement aux dépens de Madagascar (4-3). Les médailles de bronze par équipes mixtes (3x3) sont revenues à Madagascar et au Kenya.

Il est à rappeler qu'aux épreuves individuelles clôturées samedi, les judokas algériens avaient terminé la compétition avec un total de six médailles (1 or, 3 argent et 2 bronze).

La médaille en vermeil a été l'œuvre de Amina Belkadi (-63kg), alors que celles en argent ont été remportées par, respectivement, Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg), qui se sont tous inclinés en finale contre respectivement la Camerounaise Vanessa Mballa Atangana, l'Égyptien Abdelakher Hatem et le Sénégalais Ndiaye Mbaniek. Par contre, Fethi Nourine (-73kg) et Kaouther Ouallal (-78 kg) se sont contentés du bronze.

Liste des 31 joueurs convoqués :

Hamza Boualem (USM Alger), Boumengouche Abdelaziz (Académie FAF), Zaoûi Salah Eddine (Académie FAF), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Cherdoudi Brahim

USM Alger

La porte de sortie pour Antar Yahia

■ La direction de l'USM Alger, dirigée par le l'actionnaire majoritaire, Serports, a tenu, avant hier soir, une réunion avec le directeur général, Antar Yahia, auquel elle a signifié sa fin de mission, en raison des résultats catastrophiques qu'enregistre l'équipe, surtout la dernière défaite concédée à domicile face à l'O Médéa sur le score de 3 à 1.



Le héros d'Oum Derman fait les frais des mauvais résultats

Par Mahfoud M.

I faut dire que cette défaite a créé une véritable crise au club et de nombreux supporters ont demandé la tête du héros d'Oum Derman et auteur du but face à l'Égypte qui a permis aux Verts de décrocher le billet qualificatif au Mondial 2010 d'Afrique du Sud.

Après un premier couac dû au refus de l'entraîneur français de monter en tribune officielle lors de la remise des prix de la Super Coupe, le directeur sportif Antar Yahia qui est derrière le recrutement du Corse, est de

nouveau pointé du doigt à cause du recrutement des joueurs.

La défaite d'hier à domicile face à l'Olympique Médéa 1-3 (après une première défaite 0-2 contre Sétif) n'est pas passée, surtout que l'équipe de Médéa qui n'avait pas encore gagné cette saison, avait été battue 3-0 par le Mouloudia d'Alger quatre jours plus tôt.

Arrivé à l'USMA avec un projet à moyen et long terme, Antar Yahia se serait vu retirer ses responsabilités sur l'équipe première apprend-on aujourd'hui, mais n'a pas été limogé du club. Il

faut dire que le choix de certains éléments recrutés, surtout le gardien Guendouzi et l'attaquant Abdeljalil, a été longuement critiqué, d'autant que ces deux derniers n'ont donné aucun plus à l'équipe, malgré le fort salaire qu'ils ont négocié. On reproche à Antar aussi le fait d'avoir vidé l'équipe de joueurs d'expérience qui auraient pu aider les jeunes à gagner en expérience. Il a aussi fait le vide autour de lui, et la direction l'avait nommé en tant que DG alors qu'il était prévu qu'il soit seulement directeur sportif.

M. M.

Coupe de la CAF/USGN (Niger)-JSK cet après-midi

Les Canaris pour prendre option

LA JS KABYLIE affronte cet après-midi la formation de l'US Gendarmerie du Niger, pour le compte du match aller du premier tour de la Coupe de la Confédération africaine à Niamey. Les Canaris qui sont revenus en force après leur dernier succès en championnat à l'extérieur de leurs bases face à l'ASO Chlef, souhaitent bien débiter la compétition africaine en revenant avec le meilleur résultat possible. Les poulains de Bouzidi, qui a réussi à booster son groupe après un début laborieux en Ligue I, feront tout ce qui

est en leur pouvoir pour prendre option pour la qualification au prochain tour avant la manche retour qui se déroulera à Tizi-Ouzou. Certes, les Kabyles partent à l'aveuglette vu qu'ils ne connaissent pas leur adversaire du jour, mais cela ne les empêchera pas de tenter un bon coup et essayer de le surprendre sur son propre stade. Les coéquipiers de Souyad devront être concentrés sur leur match tout au long des 90 minutes et surtout faire très attention à cette équipe, capable de leur jouer un mauvais tour. Il faut dire que le dernier

résultat face à l'ASO tombe à pic étant donné qu'il a permis aux joueurs de reprendre des couleures après avoir été longtemps sous pression en raison des contre-performances enregistrées à domicile et à l'extérieur de leurs bases. Le coach Bouzidi, lui, appréhende la fatigue de ses protégés, surtout après le match plein face à l'ASO mais aussi en raison du voyage harassant qui les a conduits au Niger, avec un temps de repos court entre le match à Chlef et ce déplacement chez le pays voisin.

M. M.

EN U17

Vers une double confrontation en amical face au Sénégal à Alger

L'ÉQUIPE nationale de football des moins de 17 ans (U17) pourrait affronter à deux reprises le Sénégal en amical, les 26 et 28 décembre au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), a indiqué, dimanche, la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre de la préparation en vue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu en janvier prochain à Alger et qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, dont la phase finale se jouera en mars au Maroc. La FAF est dans l'attente

de la confirmation de ces deux joutes amicales, précise-t-elle. Les joueurs du sélectionneur national Mohamed Lacet sont entrés depuis hier en stage bloqué à Sidi Moussa, et ce, jusqu'au 28 décembre, en présence de 31 joueurs dont 16 évoluent dans des championnats étrangers.

El Khalil (ASO Chlef), Bouzahzah Ouani (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjenanet), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Benahmed Zineddine (RC Relizane), Abdellaoui Noham (AS Saint-Etienne/France), Aid Alamin Mohamed (Olympique lyonnais/France), Beghdadi Yanis (Stade de Reims/France), Boukemouche Amine (Union Sportive D'Orléans/France), Dougui Adam

(Queens Park Rangers/Ecosse), Hadji M'hamed Younes (Stade de Reims/France), Khetir Rayan (ex-Olympique de Marseille/France), Kraouche Rayan Mehdi (FC Metz/France), Lagha Yanis Alladoum (Olympique lyonnais/France), Lounici Mohand Mokrane (FC Sochaux/France), Mahious Nadir (Montrouge FC 92/France), Moussaoui Imran (Olympique de Marseille/France), Nottebaere Djibril (Amiens SC/France), Ouali Massile (En Avant Guingamp/France), Ouchouache Anis (Amiens SC/France), Zuliani Edhy Yvan (Toulouse FC/France).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Ouargla

320 agressions sur les réseaux d'électricité et du gaz cette année

PAS moins de 328 agressions ont été enregistrées sur les réseaux d'électricité et du gaz dans la wilaya de Ouargla de janvier à novembre 2020, a indiqué, hier, la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (filiale du groupe Sonelgaz) dans un communiqué. Il s'agit de 255 agressions concernant le réseau de distribution de gaz naturel et 73 autres sur le réseau de l'électricité, a-t-on précisé. Ces agressions sont engendrées par le non-respect de la distance de sécurité des réseaux énergétiques lors de la réalisation des travaux menés par des entreprises et des citoyens, est-il expliqué. Un taux de 75 % des cas d'agressions relevés est causé par des travaux à proximité ou sur le réseau de gaz naturel, tandis que 25 % des agressions ont touché le réseau électrique, a précisé le communiqué. Ce phénomène

affecte fortement la qualité et la continuité du service public et entraîne des pertes matérielles et financières pour l'entreprise, selon la même source qui ajoute que le montant consacré, durant la période précitée, pour réparer les pannes provoquées par ces agressions sur les réseaux a dépassé les 990 000 DA. La Société de distribution de l'électricité et du gaz a exhorté les acteurs concernés, les collectivités locales et les représentants de la société civile notamment, à multiplier les actions de sensibilisation visant à lutter contre ce phénomène, contribuant ainsi à rationaliser les ressources de l'entreprise et lui permettre de développer ses investissements relatifs aux opérations périodiques de maintenance et la concrétisation de nouvelles installations afin d'assurer la qualité et la continuité du service public.

Meriem N.

Tunisie

Suspension des vols vers et venant du Royaume-Uni, Afrique du Sud et Australie

TOUS les vols entre les aéroports tunisiens et ceux du Royaume-Uni, de l'Afrique du Sud et de l'Australie ont été suspendus depuis hier en raison de l'émergence d'une nouvelle souche du Covid-19 au Royaume-Uni, a annoncé le ministère tunisien des Transports et de la Logistique. Le ministère a fait savoir aussi, dans un communiqué, que «tous les vols à l'aller, au retour et en transit, seront suspendus à partir de ce lundi 21 décembre entre les aéroports tunisiens et ceux du Royaume-Uni, de l'Afrique du Sud et de l'Australie».

La Tunisie ne sera pas en mesure d'accueillir des personnes en provenance de ces pays, ou ayant transité par ces pays. «Cette décision sera appliquée, jusqu'à nouvel ordre», a ajouté le ministère. Le

ministère de la Santé tunisien a indiqué suivre «attentivement l'évolution de la situation et de la pandémie de Covid-19, sur les plans national et international, pour évaluer l'efficacité des mesures préventives mises en place actuellement».

Le ministère a annoncé que des propositions «exigées par la situation épidémiologique» en Tunisie seront soumises à la Commission de lutte contre le nouveau coronavirus lors d'une réunion prévue mercredi.

La Tunisie a enregistré 32 nouveaux décès liés au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, portant à 4 158 le nombre total des décès, avait annoncé dimanche soir le ministère de la Santé, faisant état également de 1 536 nouvelles contaminations au virus.

Hani B.

Zones d'ombre de Tébessa

Achèvement des travaux de 100 projets «urgents»

LES TRAVAUX de réalisation de 100 projets du programme d'urgence et d'amélioration des conditions de vie des habitants des zones d'ombre dans la wilaya de Tébessa ont été achevés «récemment», a indiqué, hier, le wali, Mohamed El-Baraka Dahadj. «Ces opérations visent essentiellement l'amélioration des conditions de vie des habitants des zones d'ombre dans cette wilaya frontalière, conformément aux instructions du gouvernement», a précisé la même source, relevant que ce pro-

gramme comprend 205 opérations. Il a, dans ce sens, relevé l'inscription de 1 479 opérations de développement pour les zones d'ombre, soulignant que ces opérations pour lesquelles plus de 26 milliards DA ont été mobilisés concernent plusieurs secteurs «vitaux» devant améliorer le cadre de vie des habitants de 456 zones d'ombre de Tébessa. Le même responsable a fait savoir que les priorités ont été accordées aux projets en relation avec le raccordement des foyers aux différents réseaux



Mila

Les habitants de la mechta Dhaya réclament la résolution de leur problème d'eau potable

■ Des dizaines d'habitants de la mechta Dhaya, dans la commune d'Ouled Khelouf (Mila), se sont rassemblés hier devant le siège de la wilaya pour réclamer l'intervention des autorités locales afin de résoudre le problème du déficit en alimentation en eau potable qu'ils rencontrent depuis plusieurs années.

Par Slim O.

Selon le représentant des habitants, Mesbah Belkhiri, cette localité qui figure parmi les zones d'ombre de la commune d'Ouled Khelouf a bénéficié d'un projet d'approvisionnement en eau dont «la partie portant sur la réalisation de canalisations de distribution a été achevée tandis que celle relative à la construction d'un château d'eau n'a pas été concrétisée».

Il a également souligné que «le raccordement du réseau de distribution d'eau de cette localité de 3 000 habitants au château d'eau de Sidi Hemana n'a pas résolu le problème et les habitants continuent, pour satisfaire leurs besoins en eau, de recourir aux camions-citernes». De son côté, le président de l'APC d'Ouled Khelouf, Djilali Benseghir, a déclaré que l'amélioration du service d'eau dans cette mechta nécessite

«la construction d'un château d'eau dont l'étude technique a été effectuée et reste l'inscription de l'opération de sa réalisation promise par les parties concernées». La mechta Dhaya a été divisée en 4 secteurs dont l'alimentation en eau à partir du château d'eau de Sidi Hemana est assurée une fois tous les quatre jours pour chaque secteur, a conclu la même source.

S. O.

Tizi-Ouzou/Covid-19

2 nouveaux laboratoires de dépistage homologués

Deux laboratoires de dépistage et de diagnostic du Covid-19 ont été homologués récemment au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé, hier, le directeur local de la santé et de la population (DSP), Mohamed Mokhtari, lors d'une session de l'Assemblée populai-

re de wilaya (APW). Il s'agit de deux laboratoires privés installés à Azazga, à l'est de la wilaya, qui ont été «homologués et autorisés pour la pratique du diagnostic du Covid-19 à la PCR, qui viennent renforcer le seul laboratoire du secteur public au niveau de la wilaya installé à l'Université Mouloud-Mammeri», ajoutant qu'un troisième laboratoire est également «en cours d'homologation, au chef-lieu de la wilaya». Lors de cette session consacrée à l'adoption du budget primitif 2021 et au secteur de la Santé, M. Mokhtari a fait savoir également que dans la perspective de la mise en œuvre de la stratégie nationale de campagne de vaccination contre le Covid-19, il a été procédé au recensement de 62 centres de vaccination au niveau de la wilaya. Le D' Mokhtari a, par ailleurs, souligné «la motivation du personnel de santé et l'appui des autorités par, notamment, un soutien

logistique» ainsi que «l'adhésion de la société, particulièrement dans l'accompagnement des mesures de confinement dans la lutte contre cette pandémie». Pour sa part, le président par intérim de l'APW, Ferhat Sadoud, a relevé, lors de son allocution d'ouverture des travaux de la session, que «la pandémie a révélé la défaillance de notre système de santé et l'incapacité de nos structures à répondre aux besoins pressants de la prise en charge des population inhérente au Covid-19». «Le pire, a-t-il ajouté, a été évité de justesse grâce aux efforts surhumains et à la mobilisation du personnel médical et paramédical et à l'organisation exceptionnelle de la population», déplorant, à l'occasion, «les retards enregistrés dans les projets de construction de nouvelles structures, à l'exemple de l'EPH de Ouadhias, au sud de la wilaya».

H. Y.